

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Appel d'offres ouvert

*Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5
du Code de la commande publique.*

Marché n°2569B01AO

**Services de rédaction, de photographies, de mise en
page, d'impression, de routage et de régie
publicitaire du magazine de la CCI Beaujolais**

POUVOIR ADJUDICATEUR

Chambre de Commerce et d'Industrie de région Auvergne-Rhône-Alpes
32 Quai Perrache
CS 10015
69286 LYON CEDEX 02

ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE

Chambre de Commerce et d'Industrie locale du Beaujolais
23 Chemin du Martelet
69400 LIMAS

Site internet : <http://www.beaujolais.cci.fr>

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Contact cellule commande publique : marchescclb@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	4
4 - Protection des données à caractère personnel.....	4
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Durée du contrat.....	5
5.2 - Reconduction.....	5
6 - Prix.....	5
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
6.2 - Modalités de variation des prix.....	5
7 - Garanties Financières.....	6
8 - Avance.....	6
9 - Modalités de règlement des comptes.....	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement.....	7
9.4 - Paiement des cotraitants.....	7
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
11 - Développement durable.....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	8
12.1 - Vérifications.....	8
12.2 - Décision après vérification.....	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	9
14 - Pénalités.....	9
14.1 - Pénalités de retard.....	9
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	9
15 - Assurances.....	9
16 - Clause de réexamen.....	9
17 - Résiliation du contrat.....	10
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	10
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
18 - Règlement des litiges et langues.....	11
19 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	11
20 - Dérogations.....	11
21.1 - Caractéristiques du magazine.....	12
21.2 - Obligations afférentes à l'ensemble des lots.....	12
21.3 – Présentation des lots.....	12
Lot n°1 : REDACTION.....	12
Lot n°2 : PRESTATION PHOTOGRAPHIQUE.....	14
Lot n°3 : REALISATION/MISE EN PAGE.....	14
Lot n°4 : FLASHAGE/IMPRESSION - ROUTAGE.....	15
Lot n°5 : REGIE PUBLICITAIRE.....	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent un accord-cadre pour la réalisation du magazine de la CCI du beaujolais : prestations de rédaction, de photographies, de mise en page, d'impression et de routage, régie publicitaire.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Nombre de titulaires requis	Montant annuel maximum €HT
01	Prestation de rédaction	1	18 000
02	Prestation photographique	1	2 500
03	Prestation réalisation/mise en page	1	3 000
04	Prestation flashage/impression-routage	1	10 000
05	Prestation de régie publicitaire	1	Montant minimum garanti par an pour 2 numéros : 4 000 €HT

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum de 140 000 €HT sur 4 ans est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Lots 1 – 2 – 3 – 4 : Le Bordereau des prix unitaires (BPU) et détail quantitatif estimatif (DQE)
- Lot 5 : Le bordereau des prix incluant un taux de rémunération
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse OBLIGATOIRE

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ». Le titulaire s'engage à : - traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement, - traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. - garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat, - veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises

à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut. Le titulaire peut faire appel à un autre titulaire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations du bordereau des prix.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels pour toutes les réunions nécessaires à la réalisation de la prestation).

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement, à compter de la date de notification, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (\text{ICHT-J (n)} / \text{ICHT-J (o)})$
02	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (\text{ICHT-J (n)} / \text{ICHT-J (o)})$
03	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (\text{ICHT-J (n)} / \text{ICHT-J (o)})$
04	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (010764131 \text{ (n)} / 010764131 \text{ (o)})$
05	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (010545968 \text{ (n-3)} / 010545968 \text{ (o)})$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	ICHT-J	Information et communication
02	ICHT-J	Information et communication
03	ICHT-J	Information et communication
04	010764131	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes
05	010545968	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 73 - Services de publicité et d'études de marché

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002269200367
- Code service : ETB 100

Adresse et contact service facturation fournisseurs : CCI BEAUJOLAIS TSA n° 30010 69221 LYON CEDEX 02 Courriel : fournisseurs-beaujolais@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Adresse d'exécution :

CCIL du BEAUJOLAIS
23 Chemin du Martelet
69400 LIMAS

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

La notification du marché et de ses avenants sera effectuée via le profil acheteur PLACE. En revanche, il n'est pas prévu de notifier les bons de commande ou tout autre document faisant courir un délai via la PLACE."

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Lot 4 : Le titulaire s'engage sur la base de son offre, à utiliser des procédés d'impression les moins dommageables pour l'environnement.

- Utilisation de papier respectueux de l'environnement : issus du recyclage, technique de blanchiment, matières premières utilisées...), certifié PEFC ou FCS.
- Utilisation d'encres et vernis respectueux de l'environnement.
- Gestion des déchets industriels.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par le Responsable communication de la CCI du Beaujolais.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Réexamen des conditions financières, notamment dans les cas suivants :

- En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier ;
- En cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations ;
- En cas d'augmentation significative du prix des matières premières ;
- En cas d'ajout ou modification de prestations, dans le bordereau de prix ;

LOT 5 : Les parties conviennent de se réunir pour examiner les conditions et l'exécution du contrat de régie publicitaire et pour analyser les performances et les bénéfices des parties.

Lors des réunions les parties prendront en compte :

- Les volumes d'annonces publicitaires traitées par le titulaire.
- Les ajustements nécessaires pour assurer une équité entre les parties, y compris la révision du minimum garanti.

En fonction des conclusions, une procédure de réexamen peut être mise en œuvre afin d'ajuster le montant du minimum garanti ou d'apporter toute autre modification jugée nécessaire pour maintenir l'équilibre contractuel.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire **s'engage à fournir tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

20 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

21 - Clauses techniques particulières

21.1 - Caractéristiques du magazine

Périodicité : 4 numéros, dates de parution prévisionnelles, fin mai 2025, novembre 2025, mai 2026, novembre 2026
Format fermé : 210 X 270 mm
Format ouvert : 420 X 270 mm
Impression : quadrichromie recto-verso
Couverture : couché brillant 135 g
Pages intérieures : couché brillant 90 g
Nombre de pages : 32 pages
Quantité imprimée : 9000 exemplaires
Façonnage : reliure 2 points métal
Mise sous film de 8 900 exemplaires, le solde livré à la CCIL Beaujolais

Le nombre de numéro annuel et/ou le nombre de pages pourront être revus à la hausse ou à la baisse en fonction des besoins de la CCIL beaujolais.

21.2 - Obligations afférentes à l'ensemble des lots

Dispositions générales

Les titulaires s'engagent pour toute la phase d'exécution du marché à travailler en étroite collaboration avec la personne responsable du magazine à la CCIL.

Les titulaires devront impérativement respecter les dates de livraison demandées par la CCIL en tenant compte des délais de relecture et de tous les impératifs techniques.

La CCIL se réserve le droit de modifier le planning prévisionnel en fonction de ses propres impératifs.

Après chaque livraison, la CCIL effectuera un contrôle d'exécution sur la qualité des éléments livrés. Le cas échéant, le travail devra être refait sans délai, ni indemnités ou facturation complémentaire ou supplémentaire.

Détail quantitatif estimatif

Le détail quantitatif estimatif adossé au Bordereau des prix unitaires pour chaque lot présente la majeure partie des prestations commandées dans le cadre du marché.

Toutefois la CCIL se réserve la possibilité de commander quelques prestations supplémentaires dont le besoin n'était pas connu au stade de la consultation. Ces prestations supplémentaires feront l'objet d'un bon de commande basé sur le bordereau de prix unitaires, et ne pourront pas aboutir à dépasser le montant maximum du marché.

21.3 – Présentation des lots

Lot n°1 : REDACTION

Le magazine « Entreprendre » s'adresse aux chefs d'entreprises ressortissants de la CCIL quel que soit leur secteur d'activité et aux prescripteurs de la CCIL.

Il est composé de reportages sur les entreprises du Beaujolais et parle de l'économie locale aux entreprises et aux leaders d'opinion du territoire de la CCIL. Il est distribué gratuitement aux entreprises inscrites au RCS de la CCIL Beaujolais.

Son contenu est le suivant :

- la première de couverture avec une photo de qualité en lien avec le dossier.
- un éditorial soit une page imprimée (environ 4 500 signes)

- une page de sommaire avec photos
 - une rubrique Actualités de 2 pages imprimées (environ 8 000 signes) avec 4 à 5 illustrations, traitant d'environ 6 à 8 sujets distincts
 - une rubrique Produits « Made in Beaujolais » de 2 pages imprimées (environ 8 000 signes) avec photos correspondantes
 - un dossier de 11 pages imprimées (environ 20 à 25 000 signes) avec environ 12 photos
- Le dossier traite d'une problématique à caractère économique. Il intègre autour d'une thématique transversale une page d'infographie, des chiffres clés, un avis d'expert et des témoignages croisés de dirigeants d'entreprise (environ 8).
- 3 rubriques, soit 3 pages imprimées (de 4 000 à 5 000 signes par rubrique) traitant chacune d'une thématique économique à travers l'interview d'un dirigeant comme le Commerce, la Création, l'International, l'Environnement... et des infos clés
 - une rubrique A table (environ 4 000 à 5 000 signes)
 - un cahier de 2 pages « Actualités CCIL » est réservé aux actions et produits de la CCIL (entre 4000 et 8000 signes)
 - 6 pages de publicité CCIL

Le titulaire, sous le contrôle de la CCIL, doit assurer la rédaction en chef et la fourniture de contenus soit en moyenne 32 pages.

La mission forfaitaire du titulaire consiste à :

- élaborer le rétro-planning de chaque numéro
- définir les sommaires et les sujets en collaboration avec la CCIL et avec la validation finale de la CCIL. Pour chaque numéro, une à plusieurs réunions de coordination seront organisées.
- réaliser les interviews (25 à 30 par numéro), par téléphone ou au cours de déplacements sur place
- fournir le contenu rédactionnel, selon les principes de la presse économique
- assurer la validation des propos auprès de l'ensemble des acteurs interrogés pour chaque numéro. Le titulaire doit s'assurer de la fiabilité des propos contenus dans leurs articles, et pouvoir la garantir.
- relire et réécrire si nécessaire selon les règles orthographiques, typographiques et syntaxiques de la langue française, et le code typographique en usage.
- commander, sélectionner les photos, les transmettre au titulaire du lot 3
- suivre, contrôler et rectifier la mise en page du magazine
- coordonner les équipes intervenant dans la réalisation du magazine soit les titulaires en charge de la photographie (lot n°2), de la mise en page (lot n°3) et de l'impression (lot n°4), de la régie publicitaire (lot n°5).

L'équipe rédactionnelle sera choisie en fonction de son aptitude à écrire sur les sujets et les thématiques économiques développées dans « Entreprendre ». Une expérience de coordination de rédaction est requise pour la mission de rédaction en chef.

Le titulaire doit fournir un contenu de qualité autant sur le fond que sur la forme. Les interviews seront réalisées en face à face. Le contenu doit être en adéquation avec la déontologie et les valeurs de la CCIL.

Les textes seront transmis à la CCIL en version Word par voie électronique pour relecture par la CCIL.

Le titulaire est en devoir d'assurer la continuité de l'activité en toute occasion. A titre exceptionnel, le titulaire doit être capable de répondre à une sollicitation urgente dans un délai de 2h.

Les rédactionnels parus dans la publication seront propriété de la CCIL et seront susceptibles d'être utilisés dans d'autres supports de la CCIL : ex-site Internet sans versement d'indemnités, ni facturations supplémentaires.

Lot n°2 : PRESTATION PHOTOGRAPHIQUE

Les prises de vues doivent être réalisées par un photographe professionnel.

Le photographe aura en charge les prises de vue, soit environ 20 prises de vues de dirigeants (12 pour le dossier, 4 rubriques, 4 produits ou actualités et compléments d'illustration sur l'environnement de l'entreprise (produits, process, locaux, etc.) dans le respect de la composition graphique et de l'esprit du magazine : magazine économique, cohérence avec la personnalité de l'interviewé et le contexte de l'article, mises en situation.

Les prises de vue en quantité suffisante devront être livrées à la CCIL sous format numérique (CD rom ou espace de téléchargement) (4 prises de vue d'illustration par article au minimum)

Les photographies parues dans la publication seront propriété de la CCIL et seront susceptibles d'être réutilisées ultérieurement dans d'autres supports de la CCIL : ex site Internet sans versement d'indemnités, ni facturations supplémentaires.

Le titulaire est en devoir d'assurer la continuité de l'activité en toute occasion. Il doit savoir faire preuve de réactivité. A titre exceptionnel, le titulaire doit être capable de répondre à une sollicitation urgente dans un délai de 2h.

Pour toute prise séance photo faisant apparaître une ou plusieurs personnes physiques, le titulaire s'assurera de l'accord de cession des droits de publication de la ou les personnes photographiée(s). Un modèle de formulaire de cession de droit à l'image devra être préalablement adressé à la CCIL, et être remis complété et signé à la CCIL à l'issue des prises de vue.

Lot n°3 : REALISATION/MISE EN PAGE

Le magazine est composé de 32 pages couvertures incluses à maquetter. La maquette générique est fournie et doit être adaptée à chaque numéro.

Pour chaque numéro, le titulaire devra proposer et réaliser

- Une création visuelle pour l'entrée de dossier,
- Une création reprenant les codes couleur, graphique, de la maquette générique pour la Une, le dossier, le cahier « Actualités CCIL » de 2 pages, les pages de rubriques, les pages produits, modifiables jusqu'au BAT final.
- 6 pages de publicité de la CCIL.

Les textes sont fournis au format Word par voie électronique ou autre support informatique. Les photos seront remises en format haute définition.

Le titulaire devra maîtriser parfaitement les techniques numériques de travail d'images et de graphiques à caractère économique. Avant la phase de BAT, il aura la charge d'envoyer les éléments (photos) dont celles de la page de couverture à l'imprimeur pour la réalisation des épreuves de contrôle. Suite au retour de ces épreuves, il devra faire si nécessaire les retouches des photos pour l'obtention d'une qualité maximale à l'impression.

Les modifications seront données par la CCIL par téléphone, mail, visio ou en présentiel, notamment en période de bouclage.

Un Bon à Tirer devra être soumis à la validation de la CCIL dans des délais tenant compte des contraintes des diverses relectures.

Le titulaire devra transmettre les fichiers définitifs à l'imprimeur par voie électronique ou sur CD rom selon le souhait de l'imprimeur, dans le délai maximum de 1 jour ouvré à la date du retour du Bon à Tirer, signé par la CCIL.

Le titulaire est en devoir d'assurer la continuité de l'activité en toute occasion et savoir faire preuve de réactivité. A titre exceptionnel, le titulaire doit être capable de répondre à une sollicitation urgente dans un délai de 2h.

Lot n°4 : FLASHAGE/IMPRESSION - ROUTAGE

IMPRESSION

Les éléments sont fournis sur CD rom ou par voie électronique par le titulaire en charge du lot n°3.

- Réalisation des épreuves de contrôle avant impression notamment pour les photos
- Un Bon à Tirer par voie électronique devra être soumis à la validation du Directeur de la publication dans le délai maximum de 1 jour ouvré à la date de remise des fichiers par le titulaire du lot n°3.
- Le titulaire en charge de l'impression devra être en capacité de réaliser d'éventuelles modifications suite à la relecture du BAT. (ex : corrections orthographiques)
- Présence de la CCIL Beaujolais au calage en machine.
- Impression en quadrichromie recto-verso de 9 000 exemplaires
- Le nombre d'exemplaires à livrer au routeur pourra varier en fonction du fichier adresses, en moyenne 8 900 exemplaires : le routeur indiquera à l'imprimeur avant chaque livraison le nombre minimum d'exemplaires à lui livrer et déterminera les caractéristiques techniques de livraison.

Les conditions d'exécution de la prestation de ce lot comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

L'entreprise s'attachera à utiliser des procédés d'impression les moins dommageables pour l'environnement. Elle décrira les performances environnementales de ces procédés dans le mémoire technique qu'elle communiquera à la CCI. En ce sens le candidat précisera dans le dossier technique :

- Les éventuelles normes environnementales respectées par le papier utilisé (ex : issus du recyclage, technique de blanchiment, matières premières utilisées etc.),
- Les éventuelles normes environnementales respectées par les encres et vernis utilisés (ex: encres végétales),
- Les labels, marques et certifications obtenus par l'entreprise pour ses process de fabrication (ex: marque Imprim'vert®),
- Les mesures prises pour la gestion des déchets industriels.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges. Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

ROUTAGE

- Mise en forme de fichiers adresses fournis par la CCIL Beaujolais à chaque numéro, par voie électronique au format EXCEL.
- Le nombre d'exemplaires à router peut varier en fonction du fichier adresses fourni. Il sera demandé au titulaire routeur de faire réajuster lui-même auprès de l'imprimeur le nombre d'exemplaires minimum à lui livrer à chaque numéro. Le fichier adresses reste entière propriété de la CCIL.
- Edition d'adresses
- Mise sous film plastique avec impression en noir des mentions demandées par la Poste (nom et coordonnées de l'expéditeur, nom et coordonnées du destinataire, exemplaire envoyé à titre gracieux...)
- Affranchissement et dépôt en poste.

Il est souhaité que soit utilisé de préférence le Contrat La Poste de la CCIL Beaujolais pour ce qui concerne l'affranchissement.

Lot n°5 : REGIE PUBLICITAIRE

La CCI Beaujolais confie au titulaire, la charge de prospecter, de recueillir et de promouvoir par

tous les moyens à sa convenance, la publicité à insérer dans le magazine de la CCI, de la facturer et d'en encaisser le montant auprès de la clientèle et de tout agent intermédiaire.

Qualité

La présence de la publicité dans le magazine de la CCI, ne doit pas altérer la qualité de sa mise en page. Celle-ci devra donc s'intégrer le plus harmonieusement possible dans la maquette.

Format

Par publicité s'entendent toutes insertions à caractère directement ou indirectement publicitaire. Tout publi-reportage ou publi-information doit porter cette mention de manière visible, dans le cas où la CCI accepte ce type de publicité.

Les formats mis à la disposition des annonceurs (pleine page, 1/2 page, 1/4 de page ou publi-reportage) ainsi que les tarifs correspondants doivent faire l'objet d'une présentation détaillée par la régie publicitaire.

La pagination publicitaire représentera **4 pages pour un numéro de 32 pages**.

La publicité par encartage ou sur cavalier pourra également être acceptée sous réserve d'acception par l'annonceur du devis du routeur et/ou de l'imprimeur et/ou de La Poste pour les coûts techniques de fabrication et les surcoûts de distribution. Les coûts liés au routage d'un encart publicitaire (main-d'œuvre et affranchissement) et les coûts liés à l'impression d'un cavalier et les surcoûts d'affranchissement liés, seront facturés directement par la régie publicitaire à l'annonceur sur la base d'une facture établie par le routeur, l'imprimeur et/ou La Poste.

Les pages contenant plusieurs publicités devront obligatoirement être entourées d'un filet noir.

Prestation

Dans le cadre des objectifs de prospection, il est demandé de présenter un plan général succinct de prospection (nombre et qualité des annonceurs recherchés, moyens utilisés, etc...) et de concevoir les documents devant être diffusés pendant la prospection (argumentaire + tarifs).

La CCI Beaujolais se réserve le droit de refuser toute annonce non conforme à l'esprit de la publication ou contraire à sa vocation.

1. On rappelle tout d'abord que des messages publicitaires peuvent être insérés dans une publication administrative sous réserve que ces insertions puissent être regardées comme répondant à un intérêt public ou comme le complément ou le prolongement de l'activité de service public et soient en rapport avec la publication en cause (CE 6 nov. 2002, Molinier).
2. Les principes relatifs à la liberté de la presse et à la responsabilité pénale du directeur de la publication légitiment le refus de diffuser une annonce publicitaire dans une publication de presse qui serait non conforme à l'esprit de la publication ou à la vocation de la personne qui l'édite.
3. Toutefois, le refus d'insertion ne doit pas être justifié par des raisons purement commerciales (Cass. com. 12 juillet 1993) et le support ne doit pas se livrer à des

discriminations entre les annonceurs qui seraient constitutives d'un abus dans l'exercice de la faculté de refuser des publicités (Cass. com. 3 avril 2002). Ainsi, les CCI ne peuvent pas opérer de discriminations entre les annonceurs ou catégories d'annonceurs (discriminations liées notamment à la nature de l'activité exercée ou à l'implantation géographique).

4. Avant tout achat d'espace publicitaire, l'annonceur doit être informé des conditions et des tarifs d'insertion, il appartient donc à la régie publicitaire de définir précisément dans des conditions générales de vente, les conditions d'insertion des annonces publicitaires dans le magazine de la CCI. Cette rédaction doit être faite avec minutie afin que les clauses ne soient pas susceptibles de tomber sous le coup de la réglementation relative aux pratiques anticoncurrentielles.

La régie s'engage à transmettre à la CCI Beaujolais chaque annonce, avant de donner son accord à l'annonceur. Aucune publicité ne pourra paraître dans le magazine de la CCI, sans le "bon à tirer" du directeur de la publication du magazine ou de son représentant.

Un chemin de fer des publicités sera envoyé à la CCI Beaujolais et au titulaire du Lot 1 mise en page, un jour avant la date de la 1^{ère} maquette du magazine. Le BAT Publicité devra être donné la veille du BAT du magazine.

La remise des fichiers de publicité à l'agence chargée de la mise en page du magazine, au format requis et aux spécificités techniques requises, doit être effective au moins trois semaines avant la sortie du magazine et respectueuse des dates indiquées sur le planning de réalisation du magazine. Tout fichier de publicité non conforme sera renvoyé par l'attributaire à l'annonceur pour modification.

En cas d'espace publicitaire non vendu dans les délais indiqués sur le planning de réalisation, la CCI bénéficiera automatiquement de cet emplacement pour elle-même ou pour tout annonceur de son choix, ou pour une page rédactionnelle. La CCI Beaujolais sera avertie des espaces invendus au moins trois semaines avant le BAT des publicités.

La CCI Beaujolais s'engage à apporter son appui à la régie publicitaire, qui sera du croire pour tous les ordres de publicité, en l'informant des concours extérieurs susceptibles de favoriser la prospection de la publicité à paraître dans la publication. La CCI Beaujolais s'engage à fournir au titulaire toutes informations à cet égard.

La CCI Beaujolais s'engage à n'accepter aucune publicité directement et à transmettre à la régie toutes les offres, propositions ou correspondances qui lui parviendraient à ce sujet.

Cette disposition ne concerne pas les publicités qui émaneraient des services de la CCI ou d'actions réalisées par la CCI avec des partenaires publics ou privés. En cas d'insertion de ce type, le minimum garanti de recettes sera proportionnellement réduit mais la régie ne pourra prétendre à aucune rémunération provenant de cette annonce.

Il est en outre expressément convenu entre les parties que les frais techniques incomberont, conformément aux usages, aux annonceurs. Le titulaire fera son affaire personnelle du paiement des diverses commissions qu'elle pourrait devoir à ses propres représentants et collaborateurs et

à d'éventuelles régies sous-traitantes.

Le titulaire sera ducroire pour tous les ordres de publicité apportés par ses soins. A ce titre, le titulaire est solidaire des dettes de son client.

En sa qualité de ducroire, le titulaire se réserve le droit de refuser toute affaire dont le crédit lui semblerait douteux.

Le titulaire se chargera de facturer la publicité à la clientèle et d'en percevoir les règlements dans les conditions prévues au tarif. La régie ne pourra pas recueillir des ordres d'insertion pour les numéros du magazine de la CCI à paraître après la date d'expiration du marché.

Dans l'hypothèse où la régie détiendrait malgré tout de tels ordres en portefeuille, elle ne pourrait en aucun cas exiger de la CCI Beaujolais, le paiement de la commission.

Le changement partiel ou total du titre ou de la présentation de la publication n'auront aucun effet sur la présente convention qui s'appliquera de plein droit à l'organe portant le nouveau titre.

Conditions et règlement

Les tarifs des encarts publicitaires sont déterminés contractuellement en début de marché. Ils sont proposés par le titulaire et validés par l'acheteur lors de la signature du marché. Le titulaire est rémunéré par un taux de rémunération contractuel appliqué aux recettes encaissées.

La CCI Beaujolais perçoit la différence entre les recettes totales encaissées et la rémunération du titulaire.

Un montant minimum garanti est fixé à 4 000€ HT par an pour 2 numéros de magazine.

Le calcul du montant de cette rémunération s'effectue suivant les formules et conditions définies ci-après :

$$RT = RE \times T$$

$$RCCI = RE - RT$$

RT = Rémunération du titulaire

RE = Recettes encaissées auprès des annonceurs

T = Taux de rémunération sur les recettes encaissées

RCCI = Recettes CCI Beaujolais

MMG = Montant Minimum Garanti de Recettes à la CCI Beaujolais

Ces formules ne sont retenues que si la RCCI est supérieur ou égal au MMG annuel prévu au CCP.

Si l'application du pourcentage de commission a pour conséquence de laisser au profit de la CCI Beaujolais des recettes inférieures au montant minimum garanti hors taxes, la rémunération de la CCI reste égale au Montant Minimum Garanti et la rémunération du titulaire est le produit de la déduction du Montant Minimum Garanti sur les recettes hors taxes encaissées.

Si $RCCI < MMG$

Alors $RCCI = MMG$

Et RT = RE- MMG

Si les recettes encaissées par le titulaire sont inférieures au Montant Minimum Garanti, le titulaire ne perçoit aucune rémunération.

Lorsque la CCI Beaujolais décide d'être elle-même annonceur, ou décide de faire bénéficier un partenaire d'une annonce ou encore de publier une page rédactionnelle supplémentaire, le Montant Minimum Garanti de recette pour la CCI sera réduit à proportion du coût de vente hors taxe de la parution concernée.

Liquidation de la rémunération du titulaire et des recettes revenant à la CCI Beaujolais :

Le titulaire assure la facturation et l'encaissement des recettes publicitaires auprès des annonceurs, ainsi que le recouvrement des impayés.

Un bordereau détaillé de la vente des pages sera envoyé à la CCI Beaujolais dès la parution du magazine.

Le titulaire s'engage à communiquer à la CCI Beaujolais, dans un délai maximum de 20 jours après chaque publication, un compte d'exploitation détaillé pour chaque produit ayant fait l'objet d'une publication, ainsi qu'un double de toutes les factures, délivrées aux annonceurs, qui doivent faire clairement apparaître tout rabais ou avantage tarifaire accordés par le support.

Le titulaire produira, en annexe du bilan publicitaire, un état des recettes qui restent à encaisser.

En cas de refus ou d'absence de paiement de la part d'un annonceur, le titulaire se charge des opérations relatives au recouvrement amiable des sommes considérées. Les sommes dues par un annonceur, qui, en définitive, ne lui seraient pas réglées, sont notifiées à la CCI Beaujolais pour qu'elle puisse les constater.

La CCI Beaujolais contrôlera la liquidation des sommes considérées. Si elle est d'accord avec les montants présentés par le titulaire, une facture sera émise à son encontre pour le montant correspondant aux recettes revenant à la CCI.

Sinon, elle produira un document corrigeant les éléments de liquidation qu'elle notifiera au titulaire avant d'émettre le titre de recettes qui lui permettra de recouvrer les sommes lui revenant.

Le règlement des sommes revenant à la CCI Beaujolais se fera sur la base d'une facture par numéro. Dès réception de la facture, le titulaire s'acquittera de la somme considérée dans les 30 jours.

Le titulaire s'expose à des pénalités prévues à l'article 14 CCAG- FCS en cas de retard ou de non-transmission de ces documents.